

Questionnaire annuel de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption
en application de l'Arrêté Ministériel n° 2012-724 du 17 décembre 2012
- CONSEILS ECONOMIQUES, JURIDIQUES OU FISCAUX | 2021 (émis en 2022) -

Raison sociale :

Forme juridique :

vosre code NIS/NAF :

Etes-vous une succursale oui non

Etes-vous une filiale oui non

Nom du (des) responsable(s) LCB/FT-C¹ :

Effectifs : personnes, dont

salariés

Chiffre d'affaires du dernier exercice: < 400 K€

≥ 400 K€

Avez-vous eu sur l'exercice des transactions dépassant unitairement 1.500 EUR, qu'elles aient été effectuées en une seule opération ou en plusieurs opérations liées ? oui non

L'activité que vous exercez et qui vous soumet aux dispositions de la loi n° 1.362 modifiée par la loi n° 1.503 du 23 décembre 2020, constitue-t-elle votre activité principale ? oui non (*voir les 2 questions suivantes*)

Si **non**, représente-t-elle plus de 3% du chiffre d'affaires global de votre société ?

oui non non applicable

Si **non**, cette activité est-elle exercée exclusivement aux seuls clients de votre activité principale?

oui non non applicable

Avez-vous des filiales ou des succursales à l'étranger ? oui non

Créez-vous des sociétés pour le compte de vos clients ? oui non

A la suite d'un conseil, avez-vous pour vos clients :

- acheté ou vendu un bien immobilier ? oui non
- géré des fonds, des titres ou autre(s) avoirs ? oui non
- géré des comptes courants ou de placements auprès de banques ? oui non
- géré des crypto-monnaies ? oui non
- facilité la création, la gestion ou l'administration des personnes morales ? oui non
- créé, géré ou administré des personnes morales ? oui non
- fourni une domiciliation ? oui non
- participé à une vente ou un rachat d'entreprise ? oui non

¹ Lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption

Procédures & Formation

Avez-vous rédigé un manuel de procédures internes LCB/FT ? oui non

Si « **OUI** » a-t-il été adressé au SICCFIN conformément à l'article 13 de la loi n°1.362 modifiée par la loi n°1.503 du 23 décembre 2020 ? oui non

Précisez, selon l'échelle de valeur, le niveau d'adéquation de vos moyens/ressources pour la mise en œuvre du dispositif LCB/FT-C :

- | | | |
|--|---|--|
| <input type="checkbox"/> excellent | <input type="checkbox"/> moyennement élevé | <input type="checkbox"/> très faible |
| <input type="checkbox"/> quasi-excellent | <input type="checkbox"/> moyen | <input type="checkbox"/> quasiment nul |
| <input type="checkbox"/> très élevé | <input type="checkbox"/> moyennement faible | <input type="checkbox"/> aucun. |
| <input type="checkbox"/> élevé | <input type="checkbox"/> faible | |

Nombre d'actions de formation / sensibilisation effectuées cette année :

- diffusion d'un support (textes légaux, procédures, directives...)
- réunions internes
- consultation du site du SICCFIN (www.siccfm.mc)
- formation auprès d'un prestataire externe installé à Monaco prestataire hors de Monaco
- par une autre entité du groupe autre(s), précisez :

Thèmes abordés :

- Procédures locales relatives à la LCB/FT internes groupe
- Typologies oui non Cas pratiques oui non Actualité oui non
- Corruption oui non Financement du terrorisme oui non
- Crypto-monnaies oui non autre(s), précisez :

Nombre de personnes formées / sensibilisées cette année : toutes oui non

Connaissance client

Disposez-vous d'un fichier client regroupant les informations sur :

- vos clients oui non
- les bénéficiaires économiques effectifs oui non

Disposez-vous des renseignements ci-dessous, concernant ces personnes physiques :

- nom prénom date de naissance

- | | | |
|--|---|--|
| <input type="checkbox"/> lieu de naissance | <input type="checkbox"/> nationalité | <input type="checkbox"/> pays de résidence |
| <input type="checkbox"/> résidence fiscale | <input type="checkbox"/> activité | <input type="checkbox"/> patrimoine |
| <input type="checkbox"/> niveau de risque | <input type="checkbox"/> autre(s), précisez : | |

Disposez-vous des renseignements ci-dessous, concernant ces personnes morales :

- | | | | |
|---|--|---|---|
| <input type="checkbox"/> nom de la structure | <input type="checkbox"/> juridiction | <input type="checkbox"/> date de création | <input type="checkbox"/> représentants légaux |
| <input type="checkbox"/> objet de la société | <input type="checkbox"/> bénéficiaires économiques effectifs | | |
| <input type="checkbox"/> personnes composant une chaîne de propriété au sens du 3 ^{ème} alinéa de l'article 13 de l'OS n° 2.318 modifiée | | | |
| <input type="checkbox"/> autre(s), précisez : | | | |

Ces informations sont-elles intégrées dans un fichier sous format électronique ? oui non

Approche par les risques

Combien de niveaux de risque avez-vous défini ?

Combien de clients sont classés en risque accru ?

Combien avez-vous recensé de personnes politiquement exposées² ?

Combien de clients sont domiciliés, enregistrés ou établis dans le pays visé par :

- l'Arrêté Ministériel [2018-926](#) (Corée du Nord) ?
- l'Arrêté Ministériel [2018-927](#) (Iran) ?

Pour combien de clients le niveau de risque reste encore à déterminer ?

Quels critères prenez vous en compte pour déterminer le niveau de risque du client ?

- | | | |
|---|--|--|
| <input type="checkbox"/> pays de résidence | <input type="checkbox"/> activité | <input type="checkbox"/> entrée en relation à distance |
| <input type="checkbox"/> fonction politique | <input type="checkbox"/> type d'opérations | <input type="checkbox"/> compte à intitulé conventionnel |
| <input type="checkbox"/> montant des avoirs | <input type="checkbox"/> volume des opérations | <input type="checkbox"/> nature de l'opération |
| <input type="checkbox"/> autre(s), précisez : | | |

Votre établissement dispose-t-il d'un processus (outil, analyse, scoring, etc.) d'évaluation des risques ?

oui non

Avez-vous établi une liste de pays sensibles ?

oui non

Avez-vous établi une liste d'activités sensibles ?

oui non

autre(s), précisez :

² cf. article 25 de l'Ordonnance Souveraine n° 2.318

Gel d'avoirs (terrorisme, sanctions économiques)

Procédez-vous à un rapprochement de votre base clientèle avec les listes publiées en annexe des Arrêtés

Ministériels portant application :

- de l'Ordonnance Souveraine n° 15.321 du 8 avril 2002 relative aux procédures de gel des fonds aux fins de lutte contre le terrorisme ? oui non
- de l'Ordonnance Souveraine n° 1.675 du 10 juin 2008 relative aux procédures de gel des fonds mettant en œuvre des sanctions économiques ? oui non

De quelle manière procédez-vous pour ce rapprochement ? manuellement

système automatisé

Ces vérifications sont effectuées sur les

à l'entrée en relation

périodiquement

titulaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
mandataires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
bénéficiaires économiques effectifs (BEE)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
autre(s)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

précisez :

Le cas échéant, à quelle fréquence effectuez-vous ce rapprochement périodiques ?

- au moins une fois par semaine,
- au moins une fois par mois,
- au moins une fois par semestre,
- au moins une fois par an,
- autre(s), précisez :

Combien de rapports d'examens particuliers³ avez-vous établis cette année ?

Combien de déclaration de soupçons avez-vous effectuées cette année ?

Combien avez-vous de clients pour lesquels vous intervenez comme mandataire agréé au sens de la loi n° 1.381 ?

Fait à _____, le _____

Signature du Directeur

Signature du responsable LCB/FT-C

MERCI DE BIEN VOULOIR SAUVEGARDER CE PDF ACTIF PREALABLEMENT REMPLI, AVANT DE LE RETOURNER PAR COURRIEL : questionnaire-annuel-siccfm@gouv.mc

³ cf. article 14 de la loi n° 1.362 modifiée par la loi n° 1.503 du 23 décembre 2020